

Convention collective

IDCC : 9601. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE,
ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
ET COOPÉRATIVES D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE (CUMA)
(OISE)**

(29 juillet 1963)

(Etendue par arrêté du 7 janvier 1964,
Journal officiel du 13 février 1964)

AVENANT N° 124 DU 11 DÉCEMBRE 2006 (1)

NOR : *AGRS0797083M*

IDCC : *9601*

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Oise ;

Le syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles et ruraux de l'Oise ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de l'Oise,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats de l'Oise CFTD ;

L'union départementale des syndicats de l'Oise FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 53 B « Prévoyance » est modifié comme suit :

B. – Prévoyance

1. Garanties

Les salariés visés à l'article 1^{er} de la présente convention bénéficient des garanties ci-après.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

- décès ;
- incapacité temporaire ;
- incapacité-invalidité permanente,

telles que définies dans le protocole d'accord conclu entre les organisations signataires de la convention collective, d'une part, et la CRIA Prévoyance et l'AG2R-Prévoyance, d'autre part.

a) Incapacité temporaire

En cas d'arrêt continu de travail par suite de maladie ou d'accident dûment justifié par prescription médicale et ouvrant droit à l'indemnité journalière des assurances sociales, le salarié bénéficie d'une allocation complémentaire dans les conditions suivantes :

Ancienneté requise : néant.

Délai de carence :

- en cas de maladie ou accident de la vie privée : 7 jours continus, sauf en cas de rechute reconnu comme tel par la mutualité sociale agricole ;
- en cas de maladie ou accident de la vie professionnelle : 0 jour.

Montant de l'indemnisation complémentaire :

- pendant les 135 premiers jours d'indemnisation complémentaire : 90 % du salaire de base* tranche A, tranche B (compte tenu des prestations de la mutualité sociale agricole) ;
- à compter du 136^e jour d'indemnisation complémentaire : 75 % du salaire de base* tranche A, tranche B (compte tenu des prestations de la mutualité sociale agricole).

Durée de l'indemnisation :

L'indemnisation est poursuivie jusqu'à la reprise du travail, et au plus tard jusqu'au 1 095^e jour d'arrêt de travail.

b) Incapacité-invalidité permanente

Lorsque le participant :

- bénéficie de la part de la mutualité sociale agricole, dans le cadre de l'assurance invalidité, d'une pension au titre d'une invalidité d'un taux au moins égal à 2/3 : situation d'invalidité réduisant au moins de 2/3 sa capacité de travail ou de gain et le mettant hors d'état de se procurer, dans une profession quelconque, un salaire supérieur à 1/3 de la rémunération normale perçue dans la même région par des travailleurs de la même catégorie (articles L. 341-1 et R. 341-2 du code de la sécurité sociale),

ou

- bénéficie de la part de la mutualité sociale agricole, dans le cadre de l'assurance accident de travail et maladies professionnelles, d'une rente d'incapacité permanente assortie d'un taux d'incapacité au moins égal à 66 %,

l'institution verse la prestation prévue aux conditions particulières, tant que le participant perçoit une rente ou pension de la mutualité sociale agricole.

Montant de la prestation complémentaire :

En cas de maladie et accident de la vie privée :

2^e et 3^e catégories : 75 % du salaire de base* tranche A, tranche B (compte tenu des prestations de la mutualité sociale agricole).

1^{re} catégorie : 75 % du salaire de base* tranche A, tranche B (compte tenu des prestations de la mutualité sociale agricole et de la rémunération de l'employeur).

Maladie professionnelle et accident du travail :

Taux d'incapacité partielle permanente supérieur ou égal à 66 % : 75 % du salaire de base* tranche A, tranche B (compte tenu des prestations de la mutualité sociale agricole).

Forme de la prestation :

La prestation complémentaire est versée au bénéficiaire sous forme de rente trimestrielle, payable à terme échu.

Durée de l'indemnisation

Elle cesse d'être servie aux assurés âgés de plus de 60 ans, devenus invalides permanents et admis à faire valoir par anticipation leurs droits à la retraite sans condition d'abattement.

* Salaire de base :

Le salaire de base servant au calcul des prestations incapacité et invalidité, est celui ayant servi d'assiette aux cotisations chez l'entreprise, au cours des 12 mois civils ayant précédé le mois du décès ou l'interruption de travail.

Si le salarié ne compte pas 12 mois de présence à la date de l'arrêt de travail ou s'il a fait l'objet d'une interruption d'activité pendant les 12 mois précédents, le salaire de base est annualisé à partir de la moyenne mensuelle des salaires déclarés.

Tranche A : fraction inférieure ou égale au plafond de la sécurité sociale.

Tranche B : fraction comprise entre une fois et quatre fois le plafond de la sécurité sociale.

c) Décès

Il est versé, en cas de décès de l'assuré, au bénéficiaire désigné, ou à l'assuré lui-même en cas d'invalidité permanente et absolue, un capital égal à une année de salaire de base, calculé comme au point B précédent, que l'assuré soit célibataire, marié, pacsé, veuf ou divorcé.

Ce capital est majoré de 40 % par enfant à la charge de l'assuré.

Sont réputés à charge du salarié les enfants légitimes, reconnus adoptés, ou recueillis par lui à son propre foyer, ainsi que ceux de son conjoint non séparé de corps judiciairement, à condition que le salarié ou son conjoint en ait la garde, ou s'il s'agit d'enfants du salarié que celui-ci participe effectivement à leur entretien par le service d'une pension alimentaire :

- nés ou à naître dans les 300 jours suivant le décès du salarié si ce dernier est le père légitime ;

- âgés de moins de 18 ans ;
- âgés de plus de 18 ans et de moins de 21 ans, s'ils ne se livrent à aucune activité rémunérée habituelle ;
- âgés de plus de 21 ans et de moins de 26 ans :
 - s'ils poursuivent des études et sont inscrits à ce titre au régime de sécurité sociale des étudiants,
 - ou accomplissent leur service national,
 - ou sont à la recherche d'un premier emploi et inscrits à ce titre à l'ANPE ;
- quel que soit leur âge s'ils sont infirmes et titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille à condition que l'état d'invalidité soit survenu lorsqu'ils étaient à la charge du salarié.

Il est également versé pour chaque enfant à charge, une rente temporaire d'éducation d'un montant annuel de 5 % du salaire brut annuel.

d) Revalorisation

Les rentes d'incapacité, d'invalidité permanente et d'éducation sont revalorisées tous les trimestres en fonction de la dernière valeur connue du point de retraite CRIA IRCA. Les rentes versées par l'AGRR-Prévoyance sont par contre revalorisées deux fois par an, au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet.

2. Bénéficiaires

Sont visés l'ensemble des salariés visés par le champ d'application de la convention collective, quel que soit l'âge du salarié. Ainsi, les salariés sont couverts même si l'incapacité, l'invalidité ou le décès intervient alors qu'il a atteint 65 ans.

3. Cotisations

Le taux de la cotisation est fixé à 1,96 % du salaire brut réel, y compris les avantages en nature. Ce salaire brut réel ne peut être inférieur au SMIC, sauf si l'employeur a été autorisé officiellement à opérer un abattement.

Le taux est ainsi réparti :

- 1,27 % à la charge de l'employeur ; cette fraction de cotisation correspond à la participation des employeurs au financement des risques « incapacité temporaire, invalidité permanente et décès », étant entendu que reste à la charge exclusive de l'employeur la fraction de cotisation correspondant, d'une part, à la couverture du risque accident du travail et maladie professionnelle et, d'autre part, à la couverture du risque maladie, dans la limite des garanties prévues par l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 relatif à la mensualisation ;
- 0,69 % à la charge du salarié ; cette fraction de cotisation correspond à la participation des salariés au financement des risques « incapacité temporaire, invalidité permanente et décès ».

Le versement de la cotisation globale incombe à l'employeur, le non-versement des cotisations engage sa responsabilité dans le paiement des différentes prestations.

4. Institution de prévoyance

L'organisme désigné pour gérer le régime de prévoyance est la CRIA Prévoyance.

Toutefois, les exploitants qui ont adhéré avant le 1^{er} avril 1974 à l'AG2R-Prévoyance pourront y demeurer, dans le cadre de l'accord prévoyance du 21 mars 1972 et de ses avenants, signés par cet organisme.

5. Clause de réexamen

En application de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, les partenaires signataires prévoient de réexaminer les modalités d'organisation de la présente mutualisation des risques tous les 5 ans.

Article 2

L'article 19.1 relatif aux classifications est complété comme suit :

Il est inséré, en dessous du niveau III – échelon 2 : « Emplois correspondants au référentiel technique du CQP (certificat de qualification professionnelle) intitulé Salarié agricole qualifié en polyculture ».

Article 3

L'article 26 a - « 13^e mois », alinéa 8, est modifié comme suit : « 39 heures » est remplacé par : « 35 heures ».

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui prend effet à compter du 1^{er} janvier 2007.

Fait à Beauvais, le 11 décembre 2006.

(Suivent les signatures.)